

## Capitalisme vs. Écologie : la nature mise à prix



Hélène Capocci

Juin 2015

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

*La crise écologique n'est plus un secret pour personne. Certains ne la considèrent pas comme une affaire prioritaire ou refusent de regarder les faits en face, certes, mais son existence est aujourd'hui largement reconnue. Quel(s) lien(s) y a-t-il à tisser entre la dégradation de la nature et notre système économique ?*

On fait souvent référence à l'expression « réchauffement climatique » quand on parle de crise écologique, climatique ou environnementale. Concrètement, le réchauffement climatique est un phénomène global qui désigne l'augmentation de la température terrestre suite à la présence de gaz à effets de serre dans l'atmosphère. Bien que ce processus soit naturel, son rythme a été complètement dérégulé par l'activité humaine polluante qui a explosé depuis la révolution industrielle, accélérant et accentuant par conséquent les effets du réchauffement. Ce bouleversement se manifeste sous diverses formes d'incidences, appelées « changements climatiques »<sup>1</sup>. Par exemple, le « réchauffement climatique dérégulé » entraîne la fonte des glaciers et la montée des mers et des océans, ce qui prive d'eau de vastes territoires et engendre donc des sécheresses. Cela aura un effet direct sur l'agriculture, et provoquera des famines plus fréquentes<sup>2</sup>, mais aussi des migrations massives et des extinctions d'espèces (Hamilton, 2013, p. 43-44). Par ailleurs, les sécheresses ralentissent la croissance des plantes, augmentent les risques d'incendies et de surcroît le processus de déforestation. Cela dégrade donc la

---

<sup>1</sup> Je renvoie ici à l'étude d'Entraide et Fraternité de 2009 « Créons un climat favorable à l'agriculture paysanne », qui explore toutes ces notions en profondeur.

<sup>2</sup> L'étude d'EF de 2009 énumère les différents effets des changements climatiques sur l'agriculture paysanne dans les régions d'Asie, Amérique latine, Afrique et les petites îles (p. 16-17).

biodiversité<sup>3</sup> et entrave l'absorption de CO<sub>2</sub> par les plantes, ce qui rejette donc davantage de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et renforce le phénomène global (Hamilton, 2013, p. 22). Les populations rurales, dépendantes de l'agriculture paysanne, sont les premières victimes de tous ces dérèglements, ce qui les pousse davantage sur la voie de la précarisation.

Ces quelques exemples montrent à quel point les phénomènes liés à la crise écologique sont en connexion et s'alimentent l'un l'autre. Pour beaucoup, cette crise écologique est incontestablement liée au capitalisme<sup>4</sup>. Elle serait le résultat des logiques d'accumulation devenues écologiquement destructrices à partir de la révolution industrielle. Pourquoi ce modèle économique est-il souvent considéré comme incompatible avec la protection de l'environnement ? Trois raisons principales sont soulevées ici.

### **1) Énergies fossiles : moteurs du capitalisme**

À l'heure actuelle, 80% de la consommation globale d'énergie est basée sur les énergies

---

<sup>3</sup> Pour donner une idée sur la situation en Wallonie, sur 45 espèces végétales et animales « 23 se trouvent dans un mauvais état, 14 dans un état inadéquat et seulement 8 sont dans un état favorable » (Source : <http://www.lalibre.be/actu/belgique/la-biodiversite-wallonne-est-en-danger-537ecf5235704f05d69a4886>). Au niveau européen, la situation n'est guère mieux. Comme le déclarait Janez Potočnik, ancien commissaire à l'environnement, « seulement 17% des habitats et des espèces, et seulement 11% des écosystèmes sont en bon état [en Europe] » (Source : documentaire « Nature : le nouvel Eldorado de la finance »).

<sup>4</sup> Le capitalisme est ici compris comme « l'exigence d'accumulation illimitée du capital ». Ce système économique s'attache donc à réinjecter continuellement la richesse produite dans « le circuit économique dans le but d'en tirer profit, c'est-à-dire d'accroître le capital qui sera à son tour réinvesti » (Boltanski, Chiapello, p. 36).

fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel, uranium)<sup>5</sup>. Autrement dit, l'économie mondiale telle qu'elle est conçue aujourd'hui ne peut tourner sans avoir recours à la consommation de ces combustibles fossiles. Or, l'utilisation de ces énergies non renouvelables est une des principales causes des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Parmi les trois causes principales, on retrouve :

- Les émissions liées à la combustion d'énergies fossiles pour produire de l'énergie et pour le secteur de l'industrie
- Les émissions liées à la déforestation et à la combustion de bois
- Les émissions de gaz à effet de serre autres que le CO<sub>2</sub>, c'est-à-dire principalement les émissions de méthane et d'oxyde d'azote résultant de l'activité du secteur agricole (élevage du bétail, culture du riz et production et utilisation d'engrais) (Hamilton, 2013, p. 29).

Le fonctionnement du système alimentaire actuel est un exemple qui montre à quel point la consommation d'énergies fossiles est indispensable à notre manière de vivre. Comme l'explique clairement Pablo Servigne, sans elles, aucune étape du circuit alimentaire « conventionnel » n'est possible : du gaz naturel est présent dans les fertilisants azotés, les pesticides et herbicides sont fabriqués avec du pétrole, également utilisé pour le fonctionnement des machines, des tracteurs et de l'irrigation. Les énergies fossiles sont en outre utilisées pour la transformation des produits, le stockage, la chaîne du froid, l'emballage, mais aussi la distribution et la gestion des déchets (Servigne, 2014, p. 40). L'extrême dépendance de notre système agroalimentaire vis-à-vis de ces énergies non renouvelables et polluantes est préoccupante car, non seulement elle détruit notre planète, mais le système alimentaire s'expose à une

forte vulnérabilité en cas de problème d'approvisionnement de ce type d'énergie ou en cas d'extinction des ressources naturelles en question<sup>6</sup>.

Au-delà du fait que les émissions de ces gaz engendrent le réchauffement climatique, insistons encore sur leur caractère *non renouvelable*, donc limité. Le capitalisme a pu se développer suite à une privatisation de ces ressources énergétiques, qui a mené à leur surexploitation, sans égards pour le long terme (Gadrey, 2013).

## 2) Mise en concurrence mondiale des peuples et des territoires

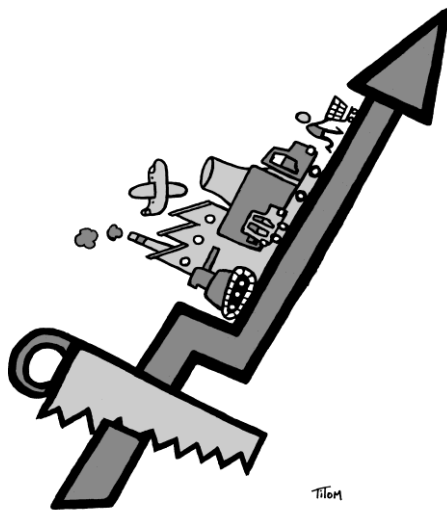
La liberté du marché est un des fondements du capitalisme contemporain. Ce système tient pour acquis que le marché - compris comme la rencontre de l'offre et de la demande - se régule lui-même. Dans le contexte de l'économie mondialisée actuelle, il faut admettre que la concurrence est rude.

Au cours des trente dernières années, cette « liberté de marché » trouve son expression dans l'ultra-libéralisme économique et les traités de libre-échange. Ceux-ci ont des **impacts négatifs directs** sur l'environnement, notamment en raison de l'augmentation des flux de transports internationaux et de l'augmentation de la production qui suppose une exploitation intensifiée des ressources (Tanuro, 2007) (particulièrement en ce qui concerne l'industrie « extractiviste » dévastatrice dans le Sud). Mais les accords de libre-échange ont également des **impacts négatifs indirects** sur la préservation de la planète, comme le souligne Naomi Klein, en empêchant par exemple l'investissement dans les énergies renouvelables. Ainsi, « en 2010,

<sup>5</sup> <http://www.iea.org/topics/climatechange/>

<sup>6</sup> Certains considèrent que le « pic pétrolier » a déjà été dépassé depuis quelques années. Cette expression désigne le moment où la production mondiale de pétrole arrive à un pic avant de redescendre, jusqu'à l'épuisement des réserves de pétrole exploitable.

les États-Unis ont contesté un programme chinois de subvention à l'énergie éolienne en arguant qu'il contenait des mesures protectionnistes de soutien à l'industrie locale. À son tour la Chine a porté plainte en 2012 contre divers programmes d'énergies renouvelables de l'Union européenne [...]. Pendant ce temps, Washington réclamait justice à l'OMC contre l'Inde et son ambitieux programme de soutien en plusieurs phases à la production d'énergie solaire [...] » (Klein, 2015, p. 86). Investir de façon ambitieuse dans son pays afin de soutenir l'énergie renouvelable peut donc être rendu impossible sous prétexte que cela nuit au soi-disant « libre-échange ».



### 3) L'obsession de la croissance économique

L'économie capitaliste est souvent associée à la recherche continue de croissance, qui serait incompatible avec une durabilité environnementale. Pour atteindre cette croissance économique, les secteurs productifs ne se préoccupent ni de l'utilité de la production, ni de son impact sur l'environnement, mais du profit potentiel. Une partie de la production est absorbée par les agents de la société de consommation contemporaine, alors que la partie restante rejoint le rang des surplus. En effet, la mise en

concurrence internationale induit une surproduction qui gaspille inévitablement les ressources naturelles. Comme l'a rappelé un rapport de l'ONU de 2011, si l'humanité continue sur cette voie, c'est **l'équivalent des ressources écologiques de trois planètes** qui faudra en 2050 pour subvenir aux besoins de consommation des êtres humains et pour absorber la pollution produite<sup>7</sup>. Déjà à l'heure actuelle, si le monde entier vivait de la même manière qu'un Belge, nous aurions besoin de l'équivalent de 4,3 planètes<sup>8</sup>.

*« Il peut exister des économies capitalistes qui ne sont pas en croissance. De la même manière, il existe des économies non capitalistes qui croissent ».*

Toutefois, J-M. Harribey nous rappelle qu'il n'existe pas une seule forme de capitalisme. Ses différentes configurations n'ont pas toutes besoin d'atteindre une croissance économique. **« Il peut exister des économies capitalistes qui ne sont pas en croissance. De la même manière, il existe des économies non capitalistes qui croissent »** (Harribey, 2011). Les faux départs de la croissance européenne et sa reprise timide depuis la crise financière de 2008 nous montrent que le capitalisme peut très bien continuer sa route sans retrouver une croissance positive affirmée. Les dégâts écologiques, eux, sont malheureusement toujours bien présents et vont même en s'intensifiant.

### Sauvés par le capitalisme vert ?

Nous serions tentés de croire que le capitalisme est incompatible avec la protection de l'environnement. Il est même rassurant de penser qu'une croissance infinie sur une planète finie ne peut être possible, que la

<sup>7</sup> <http://www.lefigaro.fr/matieres-premier/2011/05/13/04012-20110513ARTFIG00658-l-humanite-epuise-les-ressources-naturelles.php>

<sup>8</sup> <http://www.wwf.be/fr/que-faisons-nous/reduire-notre-impact/rapport-planete-vivante-2014/1043>

logique de recherche de profit et la logique écologique sont nécessairement antagonistes. Malheureusement, le capitalisme a l'incroyable faculté de s'adapter aux critiques et aux obstacles qui surviennent sur sa route. La crise écologique en est un de taille mais, aux yeux de certains, cet obstacle peut être converti en une occasion économique considérable.

« **L'économie des écosystèmes et de la biodiversité** » (EEB) en est une illustration effrayante. Partant du constat que le dérèglement climatique et la perte de biodiversité à l'échelle planétaire sont des situations graves qui nécessitent une prise de dispositions sérieuses, la proposition faite par les défenseurs l'économie des écosystèmes et de la biodiversité est **d'attribuer une valeur monétaire à tout bien naturel, afin de mieux les protéger**. Ils estiment que si l'on en est arrivé à une telle dégradation de notre environnement aujourd'hui, c'est parce que les « revenus de la nature » (autrement dit, ses bienfaits) et « les pertes de la nature » (les dégâts qu'elle subit) ne sont pas comptabilisés. Ce serait donc « l'invisibilité économique » de la nature qui aurait provoqué sa détérioration. Par exemple, selon ces calculs, les barrières de corail rendent chaque année un service équivalant à 170 milliards de dollars aux habitants de la planète alors même que ces coraux sont menacés de disparition à cause de la surpêche, la pollution, etc. Donner un prix à tout élément naturel serait-il la solution pour sauver la planète ? Selon Pavan Sukhdev, ancien banquier de Deutsche Bank, le remède à la crise écologique serait de reconnaître la notion de « **capital naturel** », c'est-à-dire d'étendre le capitalisme et ses mécanismes au monde naturel. Il n'est nullement question ici de remettre en cause la responsabilité du capitalisme dans la crise écologique, mais d'aller encore plus loin dans cette logique économique destructrice et d'étendre davantage son emprise.

Les banques et le secteur privé se sont également très bien adaptés à la crise

écologique. Après les « **crédits carbone** » qui permettent d'acheter l'autorisation d'émettre plus de tonnes de carbone que ce qui est permis<sup>9</sup>, il est également possible d'acheter des « **crédits pour la biodiversité** ». Ceux-ci sont acquis par des entreprises afin de pouvoir détruire des forêts, des écosystèmes, la conscience tranquille puisque l'achat de ces crédits finance le fait que d'autres préservent la biodiversité ailleurs. Il existe aussi le marché des « **obligation vertes** », lancé par la Banque mondiale en 2008, actuellement en pleine expansion. En effet, il aurait rapporté 20 à 40 milliards de dollars durant l'année 2014. Ce marché permet aux entreprises ou aux institutions d'émettre des obligations (titres de dette) à des investisseurs (banques, assurances, etc.) qui, en échange, leur prêtent de l'argent. La particularité des obligations vertes est que l'argent récolté est censé être utilisé uniquement pour des projets de protection de l'environnement. La fiabilité de ces mécanismes financiers soi-disant « écologiques » a déjà été contestée car, comme le rappelle un chargé de plaidoyer d'Oxfam, ils ne sont définis par aucune norme environnementale reconnue. Le caractère écologique du projet relève donc de critères arbitraires fixés par les entreprises<sup>10</sup>. De plus, un scandale a récemment éclaté autour des obligations vertes de GDF Suez : il a été découvert que les investissements verts dont a bénéficié l'entreprise française ont servi à investir dans le barrage hydroélectrique très controversé de Jirau en Amazonie. Ce chantier a provoqué l'expulsion de communautés indigènes locales, des cas de travail esclave ont été déclarés et le processus de déforestation a augmenté de façon importante dans la zone<sup>11</sup>.

<sup>9</sup> Pour plus de détails sur le système des « crédits carbone » ou « crédits d'émission », voir l'étude d'EF « Créons un climat favorable à l'agriculture familiale », 2009, p. 26-27.

<sup>10</sup> <http://www.humanite.fr/climat-les-zones-grises-des-obligations-vertes-565450>

<sup>11</sup> <http://multinationales.org/Obligations-vertes-un-nouvel-outil>, voir également l'enquête réalisée sur





Par ailleurs, selon le documentaire d'Arte « Nature : Le nouvel Eldorado de la finance », l'accaparement de la nature par le secteur financier rendrait aujourd'hui possible de spéculer sur la date d'extinction de telle ou telle espèce. Dès lors, les espèces naturelles sont considérées comme n'importe quel autre produit bancaire, utilisés pour faire des profits. Comme l'a très bien résumé l'ex-Commissaire européen en charge de l'environnement Janez Potočnik lors d'une conférence sur la croissance verte : « *En fait, je crois que je ne parle pas d'intérêt pour l'environnement ici. Je parle d'un besoin pour une nouvelle politique industrielle. Alors en réalité, il ne s'agit pas de croissance verte, il s'agit de croissance tout court* »<sup>12</sup>.

On constate donc que le modèle économique capitaliste est loin de reculer devant la possibilité d'accentuer la logique de profit grâce à la dégradation de la nature, qu'il a lui-même largement contribué à provoquer. Mais heureusement, les marchés économiques et financiers ne sont pas les seuls moyens trouvés pour tenter de sauver la planète.

## L'alternative des « biens communs »

le barrage de Jirau : <http://multinationales.org/Jirau-retour-sur-le-megabarrage>

<sup>12</sup> Propos tenus lors de la Conférence annuelle *Green Growth Knowledge Platform*, 4-5 avril 2013, Paris.

Il existe aujourd'hui un large mouvement qui revendique la valorisation des « communs » comme « antidote au capitalisme » et à sa logique d'exclusion par la privatisation (Verhaegen, 2015). Nombreux sont les acteurs de la société civile (avec la *Via Campesina* en tête), mais aussi du monde de la recherche, à s'y intéresser. Cette notion suppose de se détacher des mécanismes de privatisation et de marchandisation appliqués à des ressources considérées comme universelles, appartenant aux générations présentes et futures, telles que l'eau, la biodiversité, la terre, les semences, etc.<sup>13</sup>. Considérés comme essentiels à la vie, ces éléments relèvent donc de l'intérêt général, dépassant largement les intérêts économiques et individuels sous-jacents à une gestion privée de ces biens.

Comme l'explique Étienne Verhaegen, cette vision des biens communs rejoint celle de l'économie sociale et solidaire dans son acception pratique, en ce qu'elles incluent toutes deux des dimensions relationnelles et symboliques dans l'activité économique. Ainsi, participer à un jardin collectif ou intégrer une Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) sont des actions où sont visibles des principes de l'économie sociale et solidaire et du mouvement des biens communs : la terre est gérée de façon collective, des valeurs sont partagées, telles que la solidarité, la convivialité, l'importance de la sociabilité, etc. (Verhaegen, 2015, p. 43-44)

L'enjeu des biens communs est également politique puisqu'il y a là le **potentiel de transformer les rapports de pouvoir**. Dépassant la dualité nationalisation-privatisation, les « biens communs » ne seraient gérés ni par l'État, ni par le marché, mais par les communautés elles-mêmes. Bien que cette proposition prenne racine au Sud, particulièrement avec des populations indigènes, elle a le mérite de réinventer et de transformer les relations de propriété, déterminant les relations de pouvoir qui y sont liées. Soulignons toutefois que l'idée de biens communs est également promue au Nord,

<sup>13</sup> Le courant s'applique également à d'autres domaines, aussi variés que la connaissance, le travail, les traditions, le paysage, la culture, entre autres.

notamment par le mouvement de la Transition qui réinvente de nouvelles formes de partage, de solidarité, de gestion des ressources, etc. (De Schutter, 2015, p. 28). Prenons l'exemple de la terre : si elle est reconnue comme un bien commun, il ne sera plus question que des grands propriétaires terriens ou des investisseurs étrangers achètent des terres par centaines d'hectares pour les transformer en monocultures, en éliminant du même coup la petite paysannerie attachée à ces terres. Celles-ci seraient cultivées et gérées par les communautés locales, qui en seraient également les bénéficiaires.

Cette notion de « biens communs » représente donc un défi considérable dans le sens où elle suppose une refonte totale des valeurs qui déterminent aujourd'hui le système économique, en mettant notamment l'accent sur une gouvernance locale forte. En 2010, un article a mis en évidence le fait que 91 études réalisées sur des expériences de biens communs tels que les forêts, les pêcheries, les pâturages ou l'irrigation, ont convergé vers un même constat : ce type de gestion correspond effectivement à une meilleure préservation des ressources (Servigne, 2014, p. 16). Cela rejoint l'idée que si l'on souhaite réellement préserver la nature, ce ne sont pas des mécanismes de marché ou un renouvellement du capitalisme qu'il faut invoquer, mais une tout autre gestion des biens naturels. Comme le relève également le sociologue Christian Laval : « *le droit du propriétaire, c'est le droit d'user et d'abuser de son bien. C'est quand même une proposition complètement folle ! Un monde organisé sur ce principe trouve rapidement ses limites. Beaucoup de nos problèmes environnementaux et climatiques y sont liés, et de plus en plus de gens se rendent compte actuellement des conséquences de cette logique propriétaire* »<sup>14</sup>. Mais plutôt que d'imaginer une véritable conversion du modèle économique actuel, il s'agit de proposer des alternatives possibles et de s'y investir afin de dresser les contours d'une économie plurielle, plus adaptée au respect des limites de la Terre.

## Bibliographie :

- Carracillo C., Versieux J., « Créons un climat favorable à l'agriculture paysanne », février 2009, étude d'Entraide et Fraternité.
- De Schutter O., « Urgence de la transformation », in : *Politique*, n°90, mai-juin 2015, p. 26-30.
- Entretien avec Christian Laval, « L'imagination politique a été desséchée par le capitalisme », in : *Imagine*, juillet-août 2014, n° 104, p. 11.
- Gadrey J., « Que faire du capitalisme dans la transition écologique ? », juin 2013, disponible sur <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2013/06/30/que-faire-du-capitalisme-dans-la-%C2%AB-transition-ecologique-%C2%BB/>
- Hamilton C., (2013), *Requiem pour l'espèce humaine*, Paris : Les Presses de Sciences Po.
- Harribey J-M., « Un capitalisme sans croissance économique est-il possible ? », février 2011, disponible sur <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2011/02/22/un-capitalisme-sans-croissance-economique-est-il-possible/>
- Klein N., (2015), *Tout peut changer*, Paris : Actes Sud.
- Verhaegen É., « La « révolution » des communs », in : *Politique*, n° 90, mai-juin 2015, p. 41-45.
- Verhaegen É., « La révolution des communs : commonification contre commodification », mai 2015, disponible sur : <http://www.econospheres.be/La-revolution-des-communs>
- Servigne P., (2014), *Nourrir l'Europe en temps de crise*, Namur : Ed. Nature et progrès.
- Servigne P., « Des principes universels pour gouverner les communs ? », in : *Imagine*, juillet-août 2014, n° 104, p. 16-17.
- Tanuro D., « Énergies fossiles, climat et capitalisme », avril 2007, disponible sur <http://www.mondialisation.ca/energies-fossiles-climat-et-capitalisme/5480>
- Documentaire de Sandrine Feydel et Denis Delestrac, « Nature : le nouvel Eldorado de la finance », 2015.

<sup>14</sup> Entretien avec Christian Laval, « L'imagination politique a été desséchée par le capitalisme », in : *Imagine*, juillet-août 2014, n° 104, p. 11.